

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

L'immigration à l'ombre de la pandémie

Entrevue avec John Shields

Pierre Beaudet

Numéro 27, hiver 2022

Le défi de l'immigration au Québec : dignité, solidarité et résistance

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/98294ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (2022). L'immigration à l'ombre de la pandémie : entrevue avec John Shields. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (27), 56–59.

L'immigration à l'ombre de la pandémie

Entrevue avec John Shields¹

Pierre Beaudet

Rédacteur aux Nouveaux Cahiers du socialisme

Au Canada, face à la pandémie de COVID-19, les autorités publiques ont lancé toute une gamme de programmes pour soutenir différents segments de la population, l'économie, les systèmes de santé, les gouvernements locaux et beaucoup plus. Cependant, ces interventions n'ont pas eu les mêmes effets pour tout le monde. Trop d'immigrantes et d'immigrants ont été exclus des programmes de soutien, même si les populations immigrantes ont des taux de chômage plus élevés et une fragilité financière accrue en raison de la pandémie. D'autre part, il s'est avéré que les immigrants ont été plus à risque de contracter le virus vu leurs types d'emploi, leur dépendance à l'égard du transport public et leur résidence dans des quartiers densément peuplés. Enfin, la fermeture des frontières a eu de graves conséquences, notamment envers les demandeurs d'asile provenant des États-Unis, sans compter les dizaines de milliers de personnes en attente d'un visa d'entrée à titre d'immigrants ou de réfugiés.

P.B. - On dit souvent que la pandémie a révélé des défaillances structurelles dans le système canadien, notamment en ce qui concerne les populations immigrantes...

¹ John Shields est professeur à l'Université Ryerson de Toronto. En 2021, il a publié avec Zainab Abu Alrob, doctorante à l'Université Ryerson, un rapport sur les migrations et le système d'immigration canadien : *COVID-19, Migration and the Canadian Immigration System. Dimensions, Impact and Resilience*. Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'un projet de l'Université York, *Immigration et résilience en milieu urbain, IRMU*, appuyé par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. On retrouvera le rapport complet, en anglais, à : <https://bmc-irmu.info.yorku.ca/files/2020/07/COVID-19-and-Migration-Paper-Final-Edit-JS-July-24-1.pdf?x82641>. L'entrevue a été réalisée le 2 septembre 2021.

J.S. - Pour moi, la situation très pénible vécue par des immigrants et des immigrantes est la conséquence des transformations structurelles du capitalisme et de l'État au Canada, transformations qu'on associe généralement au projet néolibéral. Pendant des décennies, le système de santé, notamment, a été affaibli, privatisé en partie, comme on l'a vu pour les CHSLD². La sécurité des citoyens a été érodée. Tout le monde a été affecté, mais les plus vulnérables l'ont été davantage. Les immigrants l'ont été de manière disproportionnée. À Toronto, on a établi cette situation de manière précise en comptabilisant les personnes malades et contaminées selon leur code postal. On a ainsi pu démontrer que le taux d'infection pour les populations immigrantes était deux fois supérieur à la moyenne.

P.B. - Comment expliquer ce grand écart ?

J.S. - Il y a d'abord les conditions de travail dans les créneaux d'emploi occupés par les immigrantes et les immigrants, comme la santé, les services domestiques, la restauration, les entrepôts, la transformation alimentaire, l'agriculture. Dans ces secteurs, la distanciation sociale est quasiment inapplicable. Ce sont les immigrants qui composent le gros des effectifs dans les emplois « 3-D » (*dangerous, dirty, difficult*). Il faut ajouter la situation du logement car beaucoup d'immigrants habitent des domiciles surpeuplés, ce qui rend la vie difficile à ceux et celles qui doivent travailler à la maison. Selon Statistique Canada, deux fois plus de personnes noires que de personnes blanches sont décédées des suites de la COVID.

P.B. - S'ajoutent la précarité et la mobilité...

J.S. - Les politiques néolibérales ont amené les employeurs, publics comme privés, à limiter l'accès à des emplois permanents et à ouvrir, au nom de la flexibilité, le travail à forfait, souvent par l'intermédiaire d'agences avec lesquelles les liens contractuels sont minimes. Les gens, on le voit, sautent d'un emploi à l'autre, d'un endroit à l'autre, dans des conditions qui ont favorisé des éclosions lors de la première phase de la pandémie. Cette situation frappe les personnes à bas revenus de toute origine, mais une majorité d'immigrantes et d'immigrants racisés se trouve dans cette catégorie.

P.B. - C'est donc moins un dispositif qui discrimine les immigrants que la surexploitation qui frappe des secteurs de la classe ouvrière...

J.S. - Il y a la discrimination qui s'exerce « naturellement », car ce sont les immigrantes et les immigrants qui sont au bas de l'échelle, mais dans les conditions actuelles, ils sont pénalisés par toutes sortes de facteurs, dont la non-reconnaissance

2 CHSLD : centres d'hébergement de soins de longue durée.

des diplômes, l'expérience dite « canadienne » qui leur fait défaut, les difficultés d'apprentissage linguistiques. La plupart du temps, cela leur prend beaucoup de temps pour se sortir du cercle vicieux des jobs « 3-D » et de la précarité. Selon Statistique Canada, les travailleurs qui sont ici depuis cinq ans représentent environ 3 % de la main-d'œuvre totale, mais ils ont constitué 21 % de celles et ceux qui ont été licenciés. Plus de la moitié des pertes d'emploi ont frappé les bas salarié-e-s (16 dollars de l'heure et moins) dans la vague de licenciements qui a suivi la fermeture partielle de l'économie à partir de 2020.

P.B. - La COVID a aggravé tout cela...

J.S. - Plus de 500 000 immigrants et immigrantes n'ont pas eu accès aux subventions salariales ! Plusieurs n'avaient pas occupé un travail salarié assez longtemps. D'autres n'ont pas leurs documents en règle, donc pas de numéro d'assurance sociale. Les dizaines de milliers de sans-papiers évidemment n'existent pas dans ce système. Des milliers d'étudiantes et d'étudiants étrangers ayant un statut temporaire étaient également exclus de la prestation canadienne d'urgence (PCU)³.

P.B. - Et il y a eu la fermeture des frontières...

J.S. - Les premières restrictions ont été imposées en mars 2020 par le gouvernement fédéral. Les personnes demandeuses d'asile et les réfugié-e-s se sont retrouvés dans l'impossibilité d'entrer au Canada. Des centaines de personnes ont été renvoyées aux États-Unis. Et il y a au pays plus de 30 000 personnes en attente d'une décision concernant leur statut.

P.B. - Les travailleuses et les travailleurs dits temporaires, à forfait, sont encore plus fragiles...

J.S. - Le fait que leur travail est lié officiellement à un employeur particulier et qu'ils n'ont pas le droit de changer d'emploi constitue le pilier d'un système très dur où ces travailleurs n'ont pas le choix d'accepter les conditions souvent misérables qu'on leur offre. La situation des travailleurs agricoles qui habitent des roulottes à quatre ou huit par chambre, payés au salaire minimum, est connue. Dans les usines de transformation alimentaire, la COVID a frappé très fort comme dans l'usine de Cargill High River en Alberta (qui produit 40 % de la viande consommée au pays) et où les taux d'infection ont été considérables. Personne d'autre au Canada n'accepterait cela, mais eux, ils n'ont pas le choix.

³ Il y avait en 2019 plus de 640 000 étudiantes et étudiants étrangers dans les établissements d'éducation, dont près de 200 000 occupaient un emploi.

P.B. - C'est un système qui fonctionne « bien » pour le capitalisme néolibéral ?

J.S. - Les travailleurs sous étroite surveillance peuvent difficilement résister, même si certains le font. Également, la fonctionnalité de ce système consiste à garder le prix des aliments au plus bas niveau, ce qui fait rouler toute l'économie...

P.B. - Quels sont les points de friction ?

J.S. - Régulièrement, il y a des campagnes pour mobiliser les secteurs vulnérables comme les travailleurs temporaires. Les résultats sont mitigés, compte tenu des conditions qu'on a évoquées plus haut. Il faut noter également la montée d'un discours populiste de droite, qui cible davantage les immigrants racisés et qui empoisonne l'atmosphère dans certains quartiers « chauds » de la périphérie de Toronto. On entend de plus en plus dans les médias de droite un discours qui présente les immigrants et les immigrantes comme une menace qui met en péril notre « sécurité ». Ce problème a particulièrement affecté les communautés originaires de l'Asie de l'Est, pointées par les médias comme porteuses du « virus chinois ».

P.B. - Qu'est-ce qui s'en vient maintenant ?

J.S. - La pandémie et ses nombreuses séquelles vont perpétuer une situation de peur et de tensions. Il est possible que le tournant vers la droite s'accroisse par des mesures austéritaires qui vont frapper davantage les plus vulnérables. D'un autre côté, beaucoup de gens ont pris conscience que l'affaiblissement des programmes sociaux pendant 20 ans de néolibéralisme n'était vraiment pas une bonne idée. Ils ont vu le gouvernement sortir des milliards de dollars alors qu'on nous disait que l'État ne pouvait pas payer. Il y a des secteurs importants de la population qui estiment que la source du problème relève du néolibéralisme, et non pas d'une « catastrophe microbienne » imprévisible.

P.B. - Qu'est-ce qui peut être fait à court terme ?

J.S. - Il est évident que les travailleuses et les travailleurs du soin (*care*), dont celles et ceux en première ligne dans les établissements de santé et regroupant un grand nombre de travailleurs immigrants, doivent être mieux traités. L'obtention d'un emploi stable rattaché à un employeur identifié doit remplacer le système actuel des agences. Il en va de même pour les travailleurs temporaires. Quant aux demandeurs d'asile et aux nombreuses personnes qui sont sans-papiers, la moindre chose est d'ouvrir les portes du pays et de régulariser leur statut.